

Le Monde, 13 octobre 2014

Royaume-Uni - vote symbolique pour la reconnaissance de la Palestine

Le Parlement britannique a adopté, lundi 13 octobre, une motion plaidant pour la reconnaissance de la Palestine en tant qu'Etat. Ce vote non contraignant, qui ne modifiera donc pas la politique étrangère du Royaume-Uni, représente néanmoins une avancée symbolique.

Les membres de la Chambre des communes ont approuvé par 274 voix contre 12 le texte, selon lequel elle « *croit que le gouvernement devrait reconnaître l'Etat de Palestine au côté de l'Etat d'Israël au titre de contribution à l'établissement d'une solution négociée à deux Etats* ».

La Grande-Bretagne ne reconnaît pas officiellement la Palestine en tant qu'Etat, mais assure qu'elle pourrait le faire si elle jugeait que cela pouvait contribuer à la paix entre Israël et les Palestiniens. Le premier ministre, David Cameron, avait demandé à ses ministres de s'abstenir.

Le ministère des affaires étrangères israélien a réagi en estimant que cette « *reconnaissance internationale prématurée envoie aux dirigeants palestiniens le message alarmant qu'ils peuvent se soustraire aux choix difficiles que les deux parties ont à faire, et sape les chances d'atteindre une paix véritable* ».

« LA GRANDE-BRETAGNE A UNE RESPONSABILITÉ HISTORIQUE ET MORALE »

Le texte, déposé par un député travailliste, avait le soutien de nombreux élus de son camp, mais aussi de conservateurs et de libéraux démocrates. Le député conservateur Alan Duncan, ancien secrétaire d'Etat au développement international, a défendu la motion :

« La Grande-Bretagne a une responsabilité historique et morale. Ça fait trop longtemps que la Palestine est occupée, que ses habitants vivent une vie misérable. Que les Israéliens continuent, petit à petit, à construire sur des terres qui ne leur appartiennent pas. Il est grand temps que le monde reconnaisse l'Etat palestinien comme l'ont déjà fait 134 pays auprès des Nations unies. »

Des nations européennes comme la Pologne ou la Bulgarie ont reconnu l'Etat palestinien en 1988, alors qu'elles faisaient encore partie du bloc soviétique. Au total, l'Autorité palestinienne se prévaut de la reconnaissance de 134 pays, dont le Brésil et l'Argentine. La Suède a entamé les démarches pour le faire début octobre. Quant à la France, elle maintient une ligne selon laquelle « *il faudrait bien, à un moment, reconnaître l'Etat palestinien* », des mots déjà utilisés par le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, cet été.